

---

Le 15-12-2025

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Image

Le parti de la démondialisation, qui fait partie des membres fondateurs du Groupement citoyen France libre, relaie l'appel lancé par des militaires, des intellectuels, scientifiques, responsables associatifs et politiques de gauche et de droite et vous invite à le signer.

---

---

Des militaires, des intellectuels, scientifiques, responsables associatifs et politiques de gauche et de droite lancent un appel contre la guerre et pour la démission du chef d'état-major des Armées

11 décembre 2025

Le discours du général Fabien Mandon, chef d'état-major des armées (CEMA), prononcé lors du Congrès des Maires de France, le 18 novembre 2025, témoigne d'une aggravation dramatique de la déliquescence des institutions et du personnel politique dirigeant notre pays.

Le général Mandon, normalement tenu par le devoir de réserve, a gravement outrepassé son rôle. Un chef d'état-major des armées n'a aucun droit ni légitimité de s'adresser directement aux Français, d'utiliser la première personne pour leur parler en employant des expressions du type : « *J'ai un petit peu l'impression de parler à notre pays* », « *Le moment pour moi est particulièrement grave* », « *Je partage avec vous ce que je perçois du monde et des défis de sécurité pour nous* », « *je pense qu'on a la force d'âme* », « *j'ai besoin que la nation soit prête à soutenir cet effort* »...

Le général Mandon, en désignant la Russie comme ennemie de la France, va bien plus loin que le président de la République et engage la France dans une escalade dangereuse. Jusqu'à présent, le président parlait de « menace » russe. Le CEMA, en affirmant « la Russie aujourd'hui, je le sais par les éléments auxquels j'ai accès, se prépare à une confrontation à l'horizon 2030 avec nos pays. Elle s'organise pour ça, elle se prépare à ça », annonce une véritable déclaration de guerre à la Russie.

Le général Mandon affaiblit la France en laissant entendre que notre pays n'est pas prêt. Annoncer de façon alarmiste que la guerre avec la Russie aura lieu en 2030 et qu'il faut se préparer pour cette date, revient à dire que la France n'est pas au niveau. Une telle déclaration, aussi fausse qu'imprudente, ne peut qu'encourager, cette fois-ci les vrais ennemis de la France, à agir maintenant. En réalité la France est prête, elle dispose de sa force de dissuasion nucléaire capable de frapper à tout instant n'importe qui sur n'importe quel point du globe. Là où elle est « à l'os », c'est sur les forces conventionnelles, notamment parce que les différents gouvernements ont délocalisé notre industrie et donné beaucoup de matériel à l'Ukraine.

Le général Mandon n'apporte aucune preuve de la « menace » russe et de ses préparatifs supposés concernant la France en 2030. Ses propos sont entourés d'un halo de mystères incompatibles avec la démocratie et la mobilisation populaire. Il affirme en effet qu'il a « accès » à des « éléments » qui justifieraient sa prise de position. Pourquoi ne les rend-il pas publics ? Pour l'instant, les Français n'ont aucune preuve de ce qu'avance le CEMA. En quoi la Russie menacerait-elle la France et pourquoi serait-elle devenue notre ennemie ? Cette manipulation politicienne fait penser à la comédie jouée par le secrétaire d'État américain, Colin Powell, le 5 février 2003, devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Tenant une petite fiole à la main contenant une poudre blanche simulant de l'anthrax (en réalité de la farine ou du sucre...), il voulait absolument convaincre que l'Irak de Saddam Hussein détenait des « armes de destruction massive ». Le but, évidemment, était de justifier une intervention militaire. Une fois l'invasion américaine de l'Irak terminée, nul n'a trouvé trace des stocks d'armes et de munitions décrits par Powell qui a regretté depuis ses mensonges. En réalité, l'administration Bush avait fait pression sur les services de renseignement pour qu'ils illustrent le discours officiel. Nous sommes exactement dans cette situation.

Le général Mandon démobilise et démoralise la France et les Français. Ses propos sont défavorables au moral de la Nation, à l'économie et à la démographie. Est-ce en provoquant l'anxiété de la population avec des discours (artificiellement) alarmistes que l'on mobilise un pays ?

---

Les ménages et les entreprises vont-ils investir dans l'avenir alors que ce dernier est présenté comme ne conduisant qu'inéluctablement à la guerre ? Les familles vont-elles faire des enfants alors que le général annonce qu'il faut être « prêt à accepter de perdre ses enfants » ? Bien sûr, chaque citoyen devrait être prêt à verser son sang pour la défense de la patrie. Encore faut-il que la patrie soit vraiment menacée et que ce sacrifice ultime serve à quelque chose.

Le général Mandon considère la guerre comme inéluctable, il n'a pas un mot pour la diplomatie et la paix.

Le général Mandon a fait un discours de propagande politicienne, contre-productif, car heureusement son message suscite davantage la honte et le dégoût que l'approbation. C'est un énorme loupé de communication, son message est totalement incompris par les citoyens. Il révolte même une grande partie des militaires.

Le général Mandon, en s'adressant aux maires, s'immisce dans les élections municipales qui auront lieu dans quelques mois. Il n'a aucune directive à donner aux élus locaux.

La question qui se pose maintenant est de savoir pourquoi une telle opération a été lancée ? Et par qui ?

Pourquoi faire croire à une guerre qui est purement imaginaire, car la « menace » russe est inventée de toutes pièces.

La réponse est probablement à rechercher dans l'écroulement moral, psychologique, politique des oligarques européens, Macron en tête. Ils appliquent alors les préceptes de Machiavel : un dirigeant faible (Macron, Merz, Starmer, von der Leyen...) rêve toujours de se transformer en chef de guerre. Pour maintenir un peuple dans l'obéissance et le silence, il faut lui inventer un ennemi. Il faut ensuite lui faire peur et dénoncer ceux qui veulent la paix comme des ennemis de la patrie. Un dirigeant faible va déclencher des guerres pour éviter de perdre le pouvoir. Mais il finit toujours par accélérer sa propre perte. À quel prix ? Une guerre, placée au bon moment, permettrait-elle de suspendre les élections (comme en Ukraine...), laissant à Macron une chance de rester au pouvoir ?

Jamais un président de la République, de toute l'histoire, n'avait été autant discrédité et rejeté par les citoyens. Devenu totalement illégitime, il ne représente plus aujourd'hui que 11 % de la population. Par tous les moyens, même les plus vils, il cherche à exister. Éliminé du jeu politique en France, il fait de la surenchère guerrière à l'extérieur, croyant regagner une légitimité illusoire.

À l'échelle du système de l'Union européenne, le récent rapport Draghi a montré que ce système était au bord de la dislocation, notamment par sa faillite industrielle. Ses dirigeants, Ursula von der Leyen en premier lieu, croient regagner la confiance des peuples en inventant une menace russe qu'ils seraient les seuls à pouvoir conjurer. Ces gesticulations sont pathétiques, dangereuses, et in fine délétères.

Les signataires de cet Appel demandent :

1.- La démission du général Mandon qui a commis une faute très lourde, s'est déshonoré et a déshonoré l'armée. Il doit avoir la « force d'âme » de démissionner. À défaut, le président de la République devra le démissionner. La « force d'âme » que réclame le CEMA doit s'appliquer d'abord à lui-même et à tous les militaires de haut rang qui acceptent de mentir pour servir un président de la République discrédité et illégitime. À l'image du général Pellizzari, radié par Macron

---

alors qu'il fait honneur à l'armée, les militaires concernés doivent avoir le courage de devenir des lanceurs d'alerte.

2.- Que Macron rende des comptes. Il doit donner des preuves de la prétendue « menace » russe et des supposés préparatifs d'attaque de ce pays contre la France, soi-disant prévue en 2030.

3.- Que le Parlement se réunisse et délibère au plus vite sur la question de la guerre et de la paix et les dysfonctionnements institutionnels majeurs qui affaiblissent et ridiculisent notre pays. Préalablement, le Parlement devra entendre ce général pour qu'il apporte la preuve de ce qu'il avance.

4.- Que les grands médias cessent de répercuter sans aucun recul ni esprit critique la propagande guerrière de l'Élysée et de Bruxelles. La conscience professionnelle de nombreux journalistes est en cause, qui ne recherchent même plus la vérité des faits.

Toute cette histoire, cousue de fil blanc, va à l'encontre des intérêts de la France. Nous ne voulons pas de la guerre. Le vrai courage, le plus noble, la vraie « force d'âme », c'est l'action pour la paix.

[Je signe l'appel](#)

---

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire